



Madame la Directrice Académique de Services de l'Education Nationale,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

Nous sommes réuni.e.s aujourd'hui afin de réaliser un bilan de la rentrée 2025 pour le premier et second degrés.

Auparavant, à la rentrée, l'interrogation des parents était de savoir si leur enfant serait dans la classe de ses copains. En 2025, la première question qui vient plutôt à l'esprit, c'est plutôt : sommes-nous sûrs que tous les enseignant.es auront été nommé.e.s ?

Auparavant, à la rentrée, l'interrogation des enseignant.es était de savoir s'ils retrouvaient dans leurs classes des anciens élèves, s'ils étaient avec des collègues pour réaliser un projet pédagogique. En 2025, les premières questions qui viennent plutôt à l'esprit, c'est plutôt : aurai-je une classe bondée ? Aurai-je des collègues nommés dans chaque discipline ?

On est passé d'une crise de recrutement, qui est un problème d'adéquation numérique entre le nombre de candidat.es et le nombre de postes, à une crise d'attractivité qui touche à l'image du métier dans la société. Cette crise structurelle questionne sur les fondamentaux de notre métier : que signifie enseigner aujourd'hui, avec quels moyens et dans quelles conditions ? Autant dire que ni les réformes successives ni la valse des ministres n'aident à répondre sereinement à cette question pourtant cruciale pour susciter de nouvelles vocations. En attendant, à chaque rentrée, l'Education Nationale tente de trouver des solutions pour honorer l'une de ses missions, « un prof devant chaque classe » sans y parvenir.

À la rentrée, vos mots, Madame la Directrice Académique, étaient « jusqu'ici tout va bien ! ». Sont-ils toujours d'actualité deux mois après la rentrée ?

Sur le terrain, la réalité semble tout autre. L'explosion et la teneur des fiches SST en est une illustration.

La rentrée sociale s'est faite sous le signe de la colère, colère de l'ensemble du monde du travail à l'encontre d'un capitalisme néolibéral qui produit toujours plus d'inégalités dans les rapports sociaux. Cette colère s'est exprimée massivement par des manifestations partout en France les 10 et 18 septembre, ainsi que le 2 octobre. Dans les cortèges, les enseignant.es étaient nombreu.x.ses contre des propositions budgétaires insupportables, tant elles s'opposent à toute forme de justice fiscale, sociale et environnementale, et ce, dans un contexte d'explosion de la pauvreté en France.

La politique gouvernementale ne fait pas de l'école une priorité, alors que le manque de personnels dans tous les métiers (professeur.es, AED, AESH, médecins scolaires, infirmier.es, psychologues...) et le déficit d'attractivité se font criants.

Pour la FSU 40, il est urgent d'investir pour l'école et pour la réussite de tous nos élèves. Nous le redisons ici, le recul démographique devrait permettre de suivre une autre voie, celle prioritaire de s'attaquer aux inégalités scolaires. Au lieu de cela, la rationalisation des moyens engagée depuis de nombreuses années se poursuit, avec une administration qui considère comme acceptable des effectifs de 30 élèves et plus par division au collège, de 35 élèves en lycée, et dans le premier degré, des classes de plus en plus compliquées avec des inclusions parfois lourdes et des enfants ayant des difficultés parfois cumulées : difficultés sociales, difficultés langagières, difficultés intrafamiliales... Ces situations maltraitent les élèves et les personnels.

Dans les Landes, si toutes les classes ont bien un.e enseignant.e dans le premier degré, ce sont les élèves en situation de handicap qui continuent de souffrir de conditions d'accueil et d'apprentissage dégradés. En effet, 45000 AESH manquent nationalement. Les Landes ne font pas exception et bon nombre de notifications ne sont pas honorées ou pas à hauteur des prescriptions. Nous vous avons alerté dès septembre en audience. Alors que l'Éducation Nationale se targuait d'une inclusion réussie l'année des 20 ans de la loi sur le handicap, nous devrions avoir honte de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Et le PAS ne sera pas la solution miracle !

Dans les écoles, les directeur.trices sont déjà épuisé.es par les lourdes tâches qui leur incombent. Chaque jour, de nouvelles missions quand ce ne sont pas des pressions !

La loi Rilhac n'est donc pas non plus la solution miracle ! *

En ce qui concerne les écoles ayant subi une fermeture en 2025 la difficulté d'accompagnement des élèves à besoin éducatif particulier reste prégnante malgré la baisse démographique.

Les phases de répartition des élèves en conseil des maître.ses sont également des moments de tension subis par les équipes enseignantes.

Les collègues des écoles à une classe expriment des difficultés liées à l'isolement, la solitude.

La FSU revendique un RASED complet (3 temps pleins) pour 800 élèves maximum (c'est environ 1200-1400 élèves actuellement dans le 64), pas de classe à plus de 22 élèves en milieu ordinaire, l'accompagnement de tou-tes les élèves notifié-es à la hauteur de leur notification, le recrutement d'enseignant-es à la hauteur des besoins et la revalorisation des salaires de 300€ pour tou-tes sans contreparties. Enfin, tout ceci ne sera possible que grâce à un budget à la hauteur des besoins. Pour l'instant, la seule annonce du nouveau ministre de l'Éducation Nationale est la suppression de 4 000 postes d'enseignant-es. Faites mieux mais avec moins !

Concernant les effectifs pour le second degré, de nombreuses divisions sont très proches des seuils de création de divisions, voire le dépassent, comme au collège de Saint Geours de Maremne. Il faut noter que 70% des ULIS du département dépassent le seuil réglementaire des 10 élèves (contrairement aux ULIS du privé), allant parfois jusqu'à 14 ou 15 élèves, au mépris des réalités liées à l'inclusion des élèves à besoins particuliers. Concernant la baisse annoncée des effectifs en raison de la démographie, elle ne fait pas non plus l'objet d'une opportunité pour conserver des moyens et ainsi améliorer les conditions d'étude des élèves. Cette baisse démographique aurait pu être l'occasion d'améliorer le taux d'encadrement et bien non. Dans les collèges les divisions sont encore plus chargées, proche de 26 élèves par classe en comptant les élèves d'ULIS inclus dans en classe ordinaire. Selon un rapport de la Depp, la France dépasse nettement la moyenne européenne avec 25,8 élèves au collège, contre 22,8 pour l'UE. De plus il est indiqué que le nombre moyen d'élèves par classe au collège est passé de 23,5 en 1980 à 25,8 en 2023. En seconde, on atteint 32,82 par classe.

La mise en place de l'acte 2 « Choc des Savoirs » cette année a poursuivi la dégradation des conditions de travail sans que les apprentissages des élèves s'en trouvent améliorés. Les projets de budget sont loin de répondre aux problématiques rencontrées et attentes des personnels : aucun moyen supplémentaire pour les enseignements et aucune revalorisation pour les personnels, suppressions de poste. La FSU défend une École publique ambitieuse pour l'ensemble des élèves qui les porte au plus haut niveau de formation et de qualification avec un accès le plus large possible à l'enseignement supérieur.

Dans un contexte de restriction budgétaire, avec l'annonce de la suppression de 1645 emplois dans le second degré et la poursuite de la baisse démographique, notamment dans notre académie, la FSU reste mobilisée et revendique sans relâche une amélioration des taux d'encadrement des élèves à la place d'un budget qui instrumentalise la baisse démographique pour poursuivre la casse de l'école publique.

Pour aller plus loin et gagner pour nos salaires, nos retraites et les services publics, la FSU appelle, en intersyndicale, à une journée de grève et de mobilisation le 2 décembre pour un autre budget de justice sociale, fiscale et environnementale.

Rappelez-vous, il y a dix ans, nous disions déjà : « Plus que jamais les citoyens ont besoin d'humanité, de solidarité, de justice sociale. De pouvoir penser ensemble un avenir qui fasse sens pour chacun et chacune. De cette capacité à réagir dépendra aussi l'« après » 13 novembre. »

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Pour la délégation FSU : Lucie Dagès, Cathy Vigneau Laffargue, Camille Sabathé et Damien Masson